

## Forum français MARLISCO « Quelles solutions pour les déchets marins »

**24 février 2015**  
**Villa Méditerranée**  
**Marseille, France**



par Isabelle Poitou

Claire Poulin

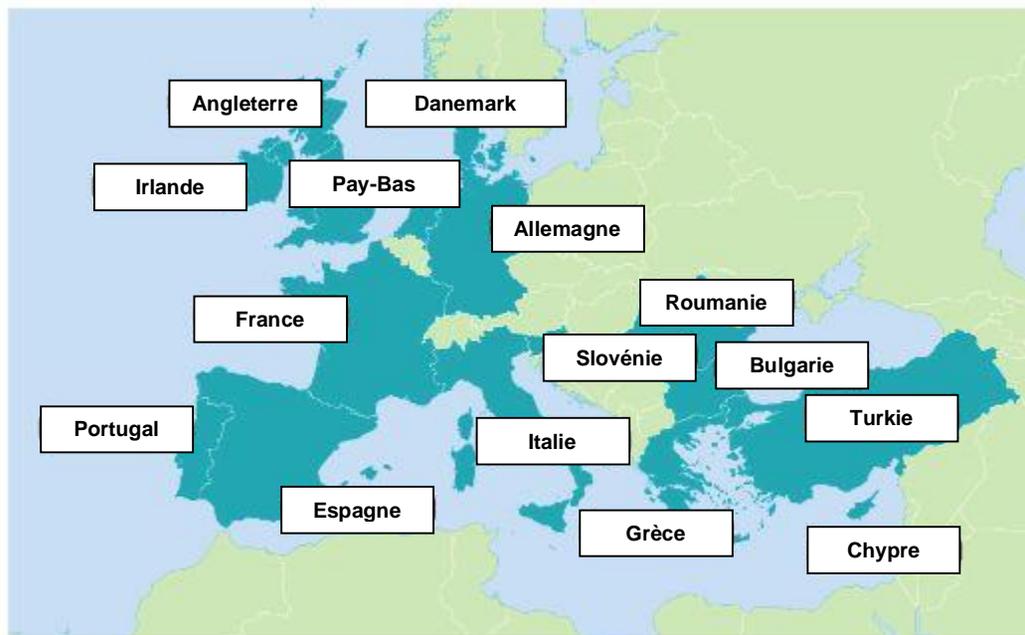
avril 2015



*MARLISCO est un projet FP7 financé par la Commission Européenne.*

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont de la seule responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne

**MARLISCO** (Déchets marins dans les mers d'Europe: la sensibilisation et la coresponsabilité) est un programme FP7 (Sciences dans la société) financé par la Commission Européenne. Il rassemble **20 partenaires dans 15 pays**. Les partenaires sont des industriels, des universités, des institutions éducatives et des associations. Le programme a une durée de 36 mois et se terminera en juin 2015.



**Carte des pays impliqués dans le programme MARLISCO.**

Les objectifs de ce programme sont :

- augmenter la prise de conscience des conséquences d'un comportement sociétal qui produit des déchets
- augmenter la prise de conscience des conséquences de la gestion des systèmes socio-écologiques relatifs aux aires marines,
- promouvoir la co-responsabilité entre les différents acteurs,
- définir une vision plus collective durable,
- faciliter les actions concertées à travers la mise en œuvre réussie du Plan d'Action pour la Mobilisation et l'Apprentissage Mutuel.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs axes de travail sont développés par chaque partenaire dans son pays.

### **Axe 1 : Etude exploratoire des sources, les tendances et le contexte politique en matière de déchets marins**

Connaissances quantitatives et qualitatives

Gouvernance

### **Axe 2 : Processus et solutions - s'orienter vers une meilleure pratique**

Enquêtes de perception

Recensement des meilleures pratiques

### **Axe 3 : Portail Institutionnel et plate-forme de diffusion**

### **Axe 4 : Responsabiliser la société à travers un débat éclairé : FORUM MARLISCO**

### **Axe 5 : Vues de jeunes européens à travers un concours vidéo**

### **Axe 6 : L'éducation, la sensibilisation et synthèse**

Exposition dans les régions

Programmes pédagogiques dans les écoles (Ateliers, spectacles, terrain)

Création de kits pédagogiques

Formation

**L'axe 4, le Forum MARLISCO** est organisé dans douze des quinze pays impliqués dans le programme MARLISCO en 2014 et 2015. Pour assurer une uniformité dans la forme des 12 forums, un cadre précis a été proposé par the University College of Cork, (leader de l'axe de travail 4 et partenaire national irlandais).

L'objectif du forum MARLISCO est de favoriser les échanges entre les différentes parties prenantes concernées par les déchets en milieu aquatique et recueillir des recommandations des 12 pays organisateurs qui sont ensuite transmises à la Commission Européenne.

#### **En France, le forum s'est tenu le 24 février 2015 à la Villa Méditerranée à Marseille.**

Il a rassemblé des associations, des entreprises, des collectivités locales, des enseignants et des artistes sur place à la Villa Méditerranée à Marseille et des groupes en ligne qui ont participé à l'évènement via leurs ordinateurs. Le forum a été filmé et mis en ligne en direct sur internet sur [www.mer-terre.org](http://www.mer-terre.org).

La liste des participants sur place et en ligne est disponible en Annexe 1.

Le forum a été animé par Catherine Chabaud (Directrice d'Innovations Bleue et membre du Conseil Social et Environnemental) dont l'objectif était d'assurer les différentes étapes du forum tout en favorisant les interventions et interactions entre les experts et les invités.

Un panel d'experts a accompagné les invités dans leurs réflexions et présenté les enjeux des déchets marins.

- Dr. François Galgani océanographe et biologiste à l'IFREMER, Chef de projet
- Mr. Michel Loubry, directeur régional PlasticsEurope pour la région Ouest Europe,
- Mme. Carole Carpentier, Déléguée Générale de Vacances Propres,

- Dr. Isabelle Poitou Directrice de MerTerre, partenaire français du programme MARLISCO.

Un représentant de l'Etat a permis de situer l'événement par rapport à la politique nationale en pleine évolution sur cette thématique

- Mr Philian Rétif, Conseiller scientifique et technique à la Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée (DIRM), représentant de l'Etat.



**Photo 1.** De gauche à droite : Carole Carpentier (Vacances Propres), Philian Rétif (DIRM), Isabelle Poitou (MerTerre), Michel Loubry (PlasticsEurope), François Galgani (IFREMER) et Catherine Chabaud (Innovations Bleues et CSE), maîtresse de cérémonie.

Un médiateur des groupes en ligne, Rémy de Moras était en charge des interactions avec les invités sur place.

Une équipe technique de 4 personnes des entreprises TALENTS-RM PROD et Broduction ont réalisé le tournage avec 3 caméras et la sonorisation, l'enregistrement et la mise en ligne en direct de l'émission sur le Web. L'ensemble de l'émission sera mise en ligne sur le site [www.marlistco.eu](http://www.marlistco.eu) et [www.mer-terre.org](http://www.mer-terre.org) courant avril et une courte vidéo sera aussi réalisée pour faire une présentation synthétique du Forum. Cette vidéo sera aussi mise en ligne sur les deux sites.

L'équipe de la Villa Méditerranée nous a mis à disposition le matériel nécessaire et aidé à la mise en place.

Un médiateur, Franck Biggio a assuré le suivi des besoins techniques pour les 10 tables d'invités.

Une équipe logistique de 4 personnes de MerTerre était chargée de l'accueil, de l'espace traiteur et de l'organisation logistique de l'évènement.



**Photo 2.** Société Broduction à la technique

## L'après-midi s'est déroulée de la manière suivante :

### 14:00 – 15:00 Le Forum commence.

- Introduction
- Ateliers ludiques d'introduction au sujet des déchets marins.
- Visionnage de la vidéo "la vérité sur les déchets marins".
- Ce que vous avez à dire : chaque équipe propose une solution pour réduire les déchets marins.

### 15:00 – 15:30 Pause-café

### 15:30 – 16:25 Le Forum reprend

- Chaque équipe présente sa solution à tous.
- Les experts présentent des propositions déjà envisagées.

### 16:25 – 16:35 Les jeunes s'engagent

- Projection des 3 vidéos gagnantes réalisées par les lycéens lors du concours MARLISCO France 2014.

### 16:35 – 16:50 Vote et Questions/Réponses

- Vote des participants pour désigner parmi les solutions présentées : la plus importante puis la plus réalisable.
- Questions/réponses aux experts et au représentant de l'Etat.

### 17:00-17:30 Discussion, exemples d'initiatives locales et perspectives

Le forum a été introduit par Catherine Chabaud et Isabelle Poitou qui ont présenté les experts, le programme de l'après-midi et expliqué le contexte dans lequel le forum s'est organisé.

La première partie du Forum a consisté à présenter la problématique des déchets marins afin que tout le monde ait la même information de départ à l'aide de questions relatives à des déchets présents dans 3 bocaux disposés sur les tables : un bocal contenant des morceaux de sachets en plastique, un bocal contenant des mégots et des cotons-tiges, un bocal de sable avec des granulés industriels en plastique.

Les personnes de la salle ont été sollicitées pour répondre aux questions qui ont été complétées par les « experts » et le représentant de l'Etat.

**Isabelle Poitou** a présenté les origines des déchets en mer à partir de l'analyse de 52 relevés réalisés sur les plages de la région Marseillaise. Il s'agit dans leur majeure partie de morceaux de plastique et de déchets en plastique (87%). Le secteur de l'alimentation et du tabac sont particulièrement concernés. Les déchets proviennent pour une grande part des rejets individuels dispersés dans les rues et les égouts des villes, les cours d'eau, une gestion plus ou moins appropriée des pouvoirs publics et des rejets également des activités menées en mer (transport de personnes, de marchandises, exploitations offshore, etc.). La partie qui provient des rejets via les réseaux pluviaux est d'autant plus importante que la plupart des personnes impliquées

sont inconscientes de polluer la mer en jetant leurs déchets en ville dans les égouts. Une part peut aussi provenir du réseau des eaux domestiques dans certaines conditions (ex. cotons-tiges, applicateurs de tampons). On observe des pics d'échouages de déchets après les épisodes pluvieux torrentiels.

**Michel Loubry** a ensuite précisé les connaissances quant aux origines des granulés plastiques dans la mer et sur les plages issus de pertes lors du processus de fabrication par les industriels ou lors du transport. Pour information, un sac de 25 kg contient 3 350 000 granulés. Il précise que le rôle de plastics Europe, qui fédère les entreprises de plasturgistes, est notamment d'inciter ses adhérents à réduire les pertes de granulés.

**François Galgani** a expliqué les impacts des déchets sur les écosystèmes marins et les activités humaines, notamment les ingestions de déchets par les oiseaux et tortues marines mais aussi par les poissons, les mollusques et les crustacés. Le nombre d'individus impactés augmente avec la diminution de la taille des objets et morceaux de déchets. Les objets en plastique sont les plus fréquemment impliqués dans les interactions avec la faune marine. Les objets flottants très mobiles transportent des espèces fixatrices parfois sur de très longues distances pouvant perturber les écosystèmes récepteurs. Ils transportent aussi des molécules chimiques polluantes, des virus et des bactéries. Ces déchets présents sur des zones où les activités humaines sont importantes entraînent alors des coûts de gestion. Par exemple, le manque à gagner des pêcheurs qui les prennent dans leurs filets, les coûts des communes pour l'entretien des plages et la diminution de l'attractivité touristique des zones balnéaires polluées par les déchets « sauvages ». François Galgani a alors évoqué la question des microparticules de plastique dont les quantités en nombre de particules dans les mers du monde sont estimées à 5,25 mille milliards avec des pointes à 890 000 particules par km<sup>2</sup> en Méditerranée<sup>1</sup>.

**Carole Carpentier** a ensuite apporté des informations sur les raisons de la grande résistance à la dégradation de nos objets du quotidien et emballages. En effet, nos emballages sont fabriqués pour résister à la putréfaction puisqu'ils emballent de la nourriture. Ils doivent répondre à des normes contraignantes pour des questions d'hygiène et de sécurité, de facilité de transport et bien entendu de rentabilité économique. Nos objets ont des fonctions qui déterminent leurs caractéristiques. Nos processus de fabrication des produits font appel à de la haute technologie. Ils n'ont, bien entendu, rien à faire dans l'environnement marin. La mer, pourtant, le grand épurateur dans notre inconscient collectif, est impuissante à transformer ces objets et à les remettre dans le grand cycle naturel. Les rayons du soleil et la température élevée accélèrent la dégradation mécanique de ces plastiques en particules.

Enfin **Philian Rétif**, de la DIRM a ensuite exposé les différents éléments qui montrent que cette problématique des déchets marins devient un enjeu grandissant dans l'action gouvernementale. La France a notamment réaffirmé son engagement en faveur de la lutte contre les déchets marins lors de la Conférence environnementale de 2013 : Un engagement spécifique a ainsi été pris dans la feuille de route du gouvernement : « *Réduire les macro-déchets marins, en améliorant la connaissance et en élaborant des plans d'action dans le cadre des conventions de mers régionales et dans le cadre des engagements européens (notamment Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marins, DCSMM).* »

Depuis la conférence environnementale, 2 plans d'action sur les déchets marins ont été adoptés pour mieux coordonner les efforts déployés par les pays pour lutter contre cette pollution transfrontalière :

- dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée (convention de Barcelone) en décembre 2013
- et de la Convention pour la protection de l'Atlantique du Nord-Est (convention OSPAR) en juin 2014.

<sup>1</sup> Eriksen M, Lebreton LCM, Carson HS, Thiel M, Moore CJ, et al. (2014) Plastic Pollution in the World's Oceans: More than 5 Trillion Plastic Pieces Weighing over 250,000 Tons Afloat at Sea. PLoS ONE 9(12): e111913. doi:10.1371/journal.pone.0111913

Ces plans d'action s'adressent autant aux sources de déchets en mer qu'à terre et prévoient des actions de prévention, de gestion, de sensibilisation et de communication.

En parallèle, au plan national, la politique de l'eau mais également la politique de prévention et de gestion des déchets ont été identifiées comme des leviers majeurs pour permettre la réduction des déchets marins.

=> Les gouvernances et les outils de planification existants dans ces domaines sont donc mobilisés afin de créer des effets de synergie.  
=> Concrètement : la France a saisi l'opportunité de révision de différents plans pour y intégrer, pour la 1ère fois, le sujet des déchets marins. Premièrement. Un volet sur la prévention des déchets marins (axe 13 « Déchets marins ») a été intégré dans le Programme National de Prévention des déchets 2014-2020 élaboré en application de la Directive-cadre déchets. Ce volet contribue en amont à la démarche de réduction des déchets marins.

Deuxièmement. Les SDAGE en cours de révision (élaborés en application de la Directive-cadre sur l'eau) prévoient désormais - pour la plupart des bassins - des dispositions et mesures pour organiser la lutte contre les déchets aquatiques au niveau des bassins hydrographiques.

Troisièmement. Côté marin, la France met en œuvre la DCSMM qui traite spécifiquement des déchets marins. L'objectif de la DCSMM est d'atteindre ou de maintenir le bon état écologique des eaux marines d'ici à 2020. La réduction des déchets marins est très clairement définie comme un des critères d'atteinte du BEE (Bon Etat Ecologique). La France met donc actuellement en place un (Plan d'Action pour le Milieu Marin ou PAMM par façade maritime en application de cette directive européenne. Un Programme de Surveillance (PdS) et un Programme de Mesures (PdM) sont ainsi en cours d'élaboration avec à la clef des mesures spécifiques proposées pour lutter contre cette pollution.

L'Etat français a mis en place un cadre d'action complet pour lutter contre les déchets marins. L'enjeu des mois et des années à venir va être la mise en œuvre concrète et opérationnelle de toutes ces actions.

Cette étape a été conclue par la projection de la vidéo d'introduction sur les enjeux des déchets marins, commune aux 12 pays qui ont organisé le forum.

Et enfin, il a été demandé aux participants sur place et en ligne de proposer des solutions pour réduire cette pollution des mers par les déchets solides.

## 1. Les solutions proposées par les participants

Les participants sur place et en ligne ont été invités à proposer une solution pour réduire les déchets marins. Chaque équipe a ensuite présenté à la salle sa solution et le médiateur des groupes virtuels a présenté les solutions des internautes.

### 18 solutions ont été proposées :

- Développer le recyclage
- Développer le tri à la base
- Produire moins d'emballages à usage unique
- Utiliser des emballages réutilisables
- Taxer les emballages plastiques
- Créer des consignes sur les filets de pêche

- Mettre en place un système de consignes sur les plages
- Mettre en place un système de consignes dans les supermarchés
- Mettre en place un système de consignes pour tout objet recyclable
- Mettre en place un système technique pour collecter les déchets dans le réseau pluvial
- Collecte et traitement en mer par les pêcheurs professionnels
- Sensibilisation du public au niveau national
- Faire payer les producteurs de plastique
- Mise en œuvre d'un plan d'action à long terme pour une législation incitative
- Faire de la lutte contre les déchets sauvages une grande cause nationale
- Optimiser le système de collecte des déchets en réinstaurant la confiance
- Développer la sensibilisation auprès des publics
- Mise en place d'un recours à la loi (engageante et coercitive)

## 2. Le vote et les résultats du vote

Les participants ont ensuite été invités à voter individuellement grâce à leurs smartphones et/ou à des bulletins de vote pour :

- Q1 : La solution la plus EFFICACE d'après eux parmi les solutions proposées. C'est à dire sans prendre en compte les contraintes économiques, politiques, etc.
- Q2 : La solution la plus RÉALISABLE d'après eux parmi les solutions proposées. C'est-à-dire la solution la plus potentiellement réalisable compte tenu des contraintes économiques, politiques, etc.

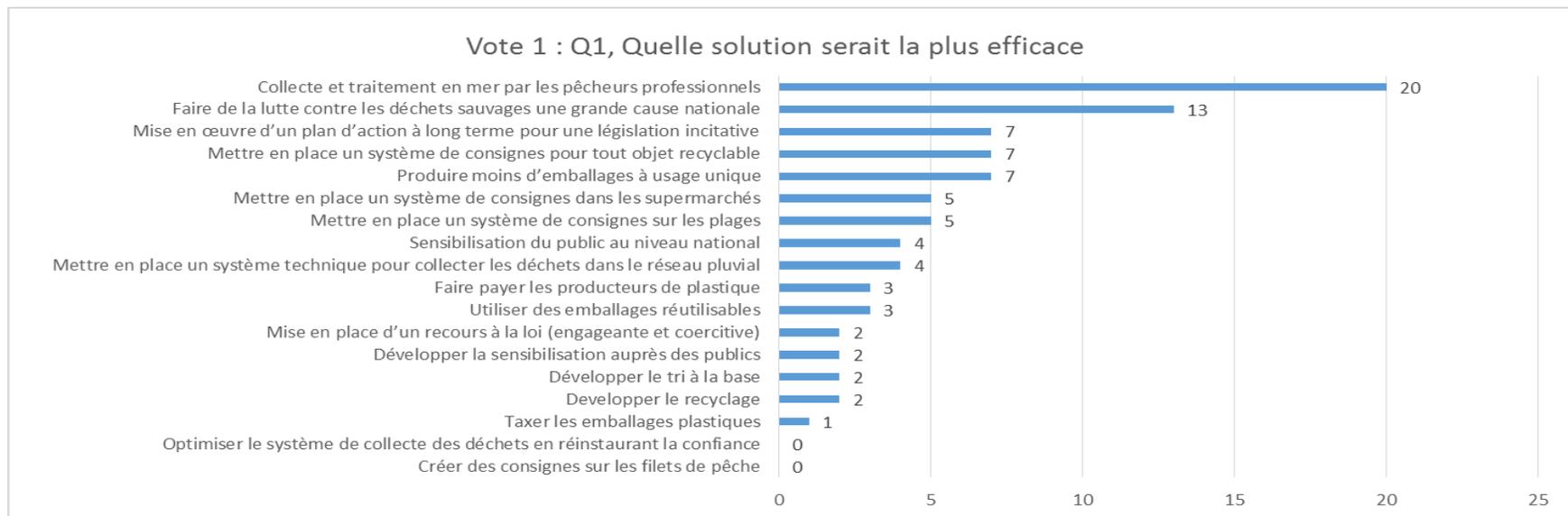
Entre le vote et la présentation des résultats, les participants ont été invités à regarder les 3 vidéos gagnantes françaises des courts-métrages réalisés par les lycéens dans le cadre du concours vidéo MARLISCO. L'équipe de MerTerre a rencontré un problème dans le cadre de la gestion des groupes en ligne lors du vote et du tchat. En effet, des élèves, inscrits en tant que groupe, se sont connectés en tant qu'individuels et ont pollué le forum de remarques sans rapport avec le forum. Le médiateur des groupes en ligne a donc été contraint de modérer les tchats tout au long du forum. Cet incident s'est aussi répercuté lors du vote puisque ces élèves ont pu voter en ligne et donc biaiser les résultats. Il a donc été décidé de procéder à un deuxième vote des participants sur place afin de connaître leur avis.

Ci-après seront donc présentés les résultats des 2 votes.

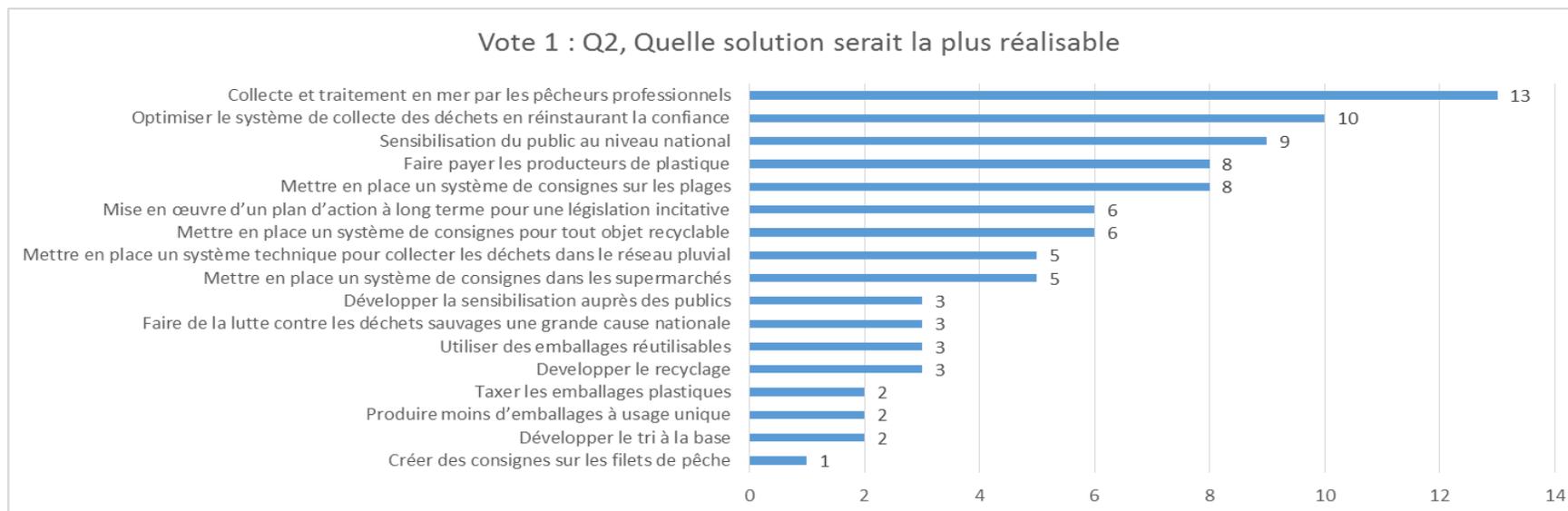


**Photo 3.** Présentation d'une solution par le représentant d'un groupe

## Résultat du 1<sup>er</sup> vote des groupes en ligne et des invités présents (87 répondants) : Q1 et Q2



**Fig. 1. – Vote 1, Q1 : Résultats du vote pour la solution qui serait la plus efficace**



**Fig. 2 – Vote 1, Q2 : Résultats du vote pour la solution serait qui la plus réalisable**

La solution qui trouve le plus d'adeptes est celle **d'organiser la collecte en mer par les pêcheurs**. Ce résultat nous a tous étonné car il ne correspond pas aux choix des personnes présentes au Forum. Nous en avons déduit que les élèves participants en ligne ont orienté considérablement ces chiffres.

Pour eux, c'est donc une solution curative directement en mer qui est à la fois efficace et facilement réalisable pour réduire les déchets marins. C'est somme toute assez juste et pragmatique mais cela ne résoudrait pas la question des quantités de déchets qui continuent chaque jour à pénétrer dans les mers et les océans.

La seconde solution la plus **efficace** serait de **faire de la lutte contre les déchets sauvages, une grande cause nationale**. En effet, on peut imaginer que si les déchets « sauvages » devenaient une priorité dans les agendas politiques français, des systèmes financiers et organisationnels seraient mis en œuvre et ainsi une politique globale concertée impliquant l'ensemble du système d'acteurs pourrait voir le jour. Ce serait en effet, LA SOLUTION mais elle nécessite du temps. Il semble qu'une telle démarche ait été entamée puisque un cadre national d'action complet est en cours de mise en œuvre avec notamment la politique de l'eau mais également la politique de prévention et de gestion des déchets qui ont été identifiées comme des leviers majeurs pour permettre la réduction des déchets marins.

La deuxième solution la plus **réalisable** serait **d'optimiser le système de collecte des déchets en réinstaurant la confiance**.

Puisqu'il a été constaté que 80 % de la pollution par les déchets solides venait du bassin versant, il apparaît bien qu'un dysfonctionnement du système de collecte des déchets serait l'une des raisons des apports de déchets « sauvages en mer ». Il a aussi été constaté, ces dernières années, une perte de confiance dans la collecte des déchets triés et de valorisation des déchets par les administrés. Ce point semble particulièrement sensible. Réinstaurer la confiance des administrés dans le bien fondé de trier ses déchets est la première étape de la politique de réduction des déchets à la source et de valorisation de la matière. Cette solution paraît réaliste car il s'agit d'optimiser un système déjà en place.

Avant d'aller plus loin dans l'analyse de ce premier vote, nous allons maintenant étudier les résultats du second vote qui n'a concerné que les personnes présentes physiquement au Forum afin d'éviter les perturbations des résultats par des votes des internautes.



**Photo 4.** Présentation des solutions proposées par les internautes.

### Résultat du Vote n°2 des invités présents dans la salle (44 votants):

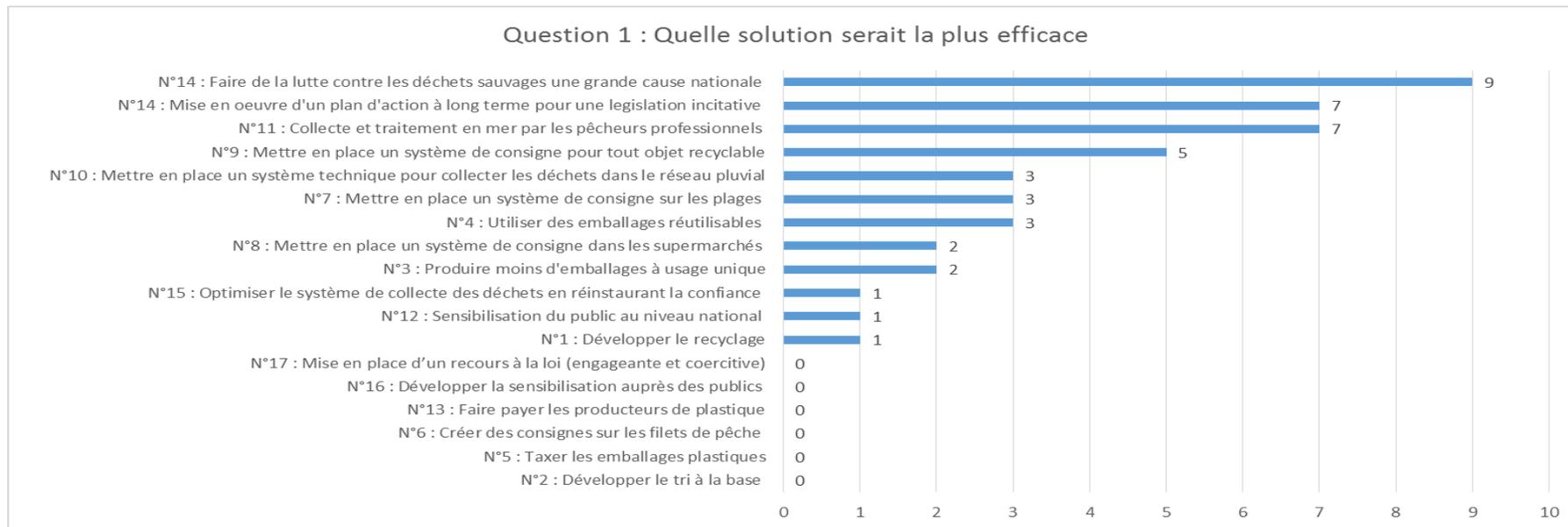


Fig. 3. – Vote 2, Q1 : Résultats du vote pour la solution qui serait la plus efficace

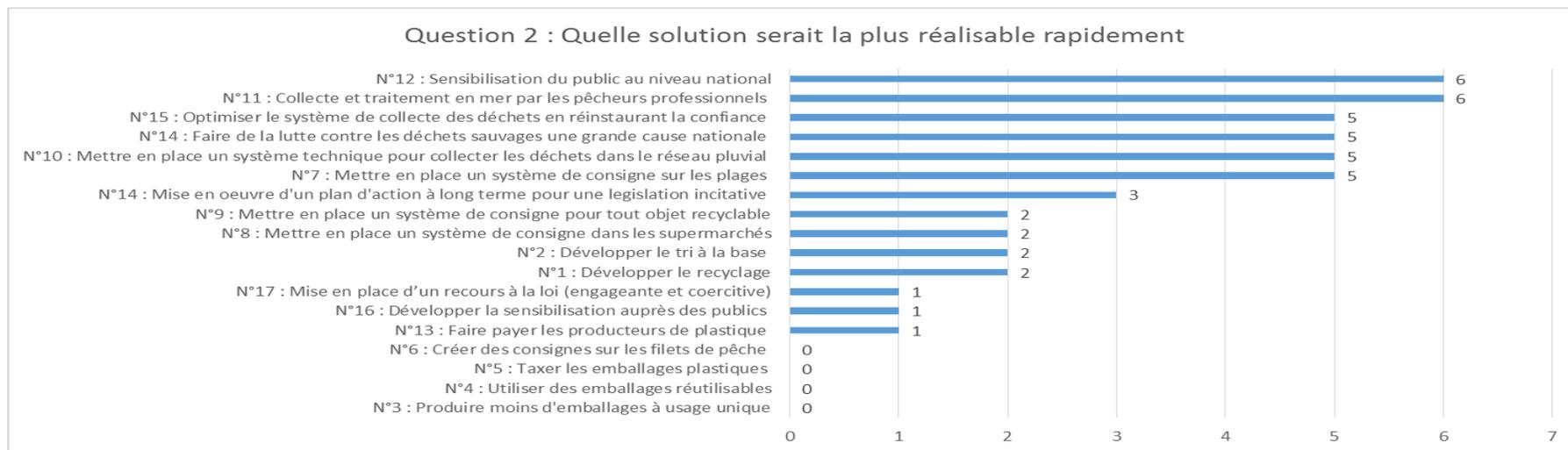


Fig. 4 – Vote 2, Q2 : Résultats du vote pour la solution qui serait la plus réalisable

Lorsque nous avons réalisé le second vote ne faisant participer que les personnes présentes physiquement au forum les résultats ont été différents.

La solution la plus efficace à long terme serait de faire de la lutte contre les déchets marins une grande cause nationale qui se traduit par la solution réalisable à court terme de sensibiliser le public au niveau national.

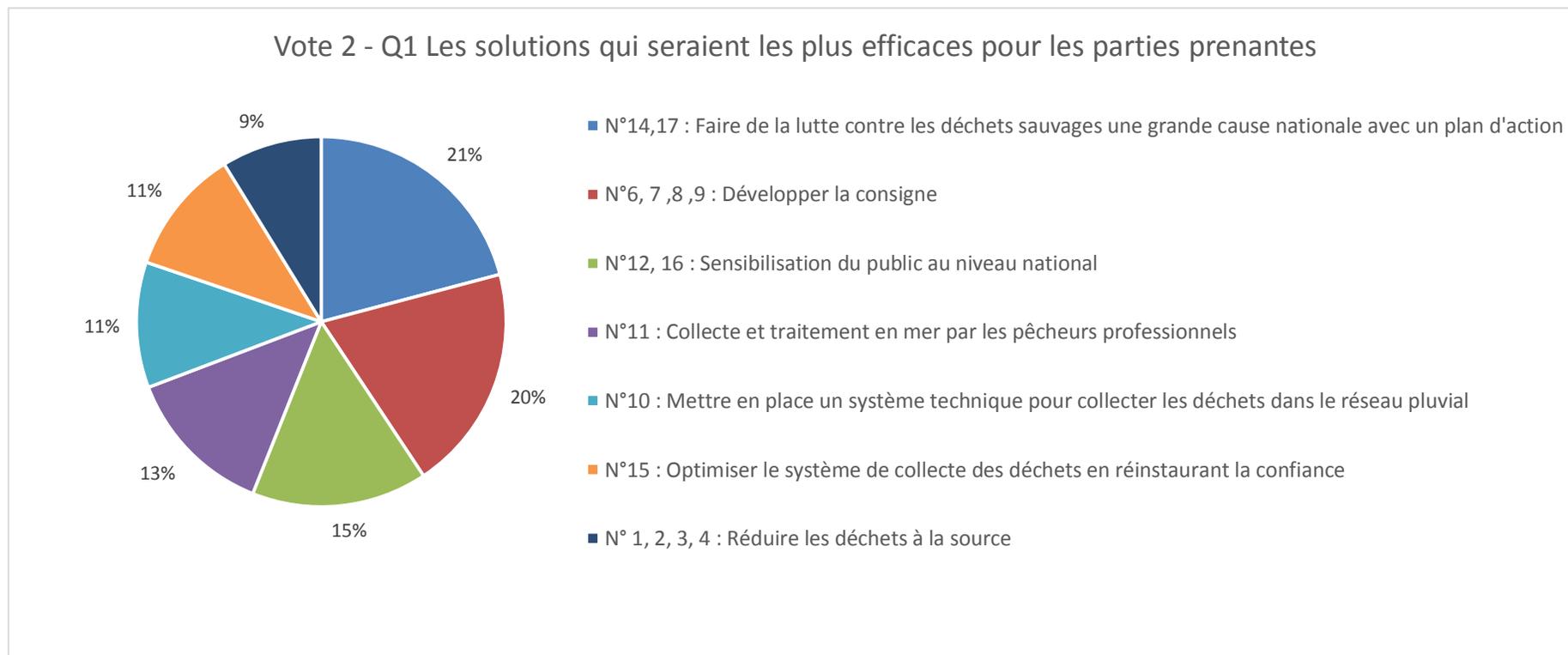
Vient ensuite la mise en œuvre d'un plan d'action à long terme avec une législation incitative ce qui correspondrait à la première étape de la première solution choisie.

Finalement, en mettant bout à bout ces solutions et en les regroupant en grandes thématiques, il se dessine une politique publique avec 6 grands axes de développement sectoriels.

**Faire de la lutte contre les déchets en mer une grande cause nationale** avec un plan d'actions à long terme comprenant les éléments suivants :

- **Législation incitative et coercitive**
- **Sensibiliser tous les publics au niveau national et local (décideurs, services techniques, police, tout public)**
- **Au niveau curatif** (en mer, en ville et dans les réseaux pluviaux)
  - Collecte des déchets par les pêcheurs en mer
  - Optimiser le système de collecte et de traitement des déchets en réinstaurant la confiance
  - Système technique pour collecter les déchets dans les réseaux pluviaux
- **Réduire des déchets à la source**
  - Réduire les emballages individuels
  - Développer les emballages réutilisables
  - Réduire la production des objets à usage unique jetables
- **Recycler/valoriser**
  - Optimiser le système de collecte et de traitement des déchets existant en réinstaurant la confiance
  - Augmenter le recyclage
  - Redonner de la valeur aux objets, inciter le recyclage/valorisation par la consigne
    - sur les plages
    - dans les supermarchés
    - pour tout objet recyclable
    - sur les filets de pêche
- **Développer un système de financement qui notamment intégrerait le coût du traitement des déchets dans le prix des produits**
  - Faire payer les producteurs de plastique
  - Taxer les emballages

**Les résultats du vote 2 à la question 1 en traitant les résultats regroupés dans les grands axes identifiés.**

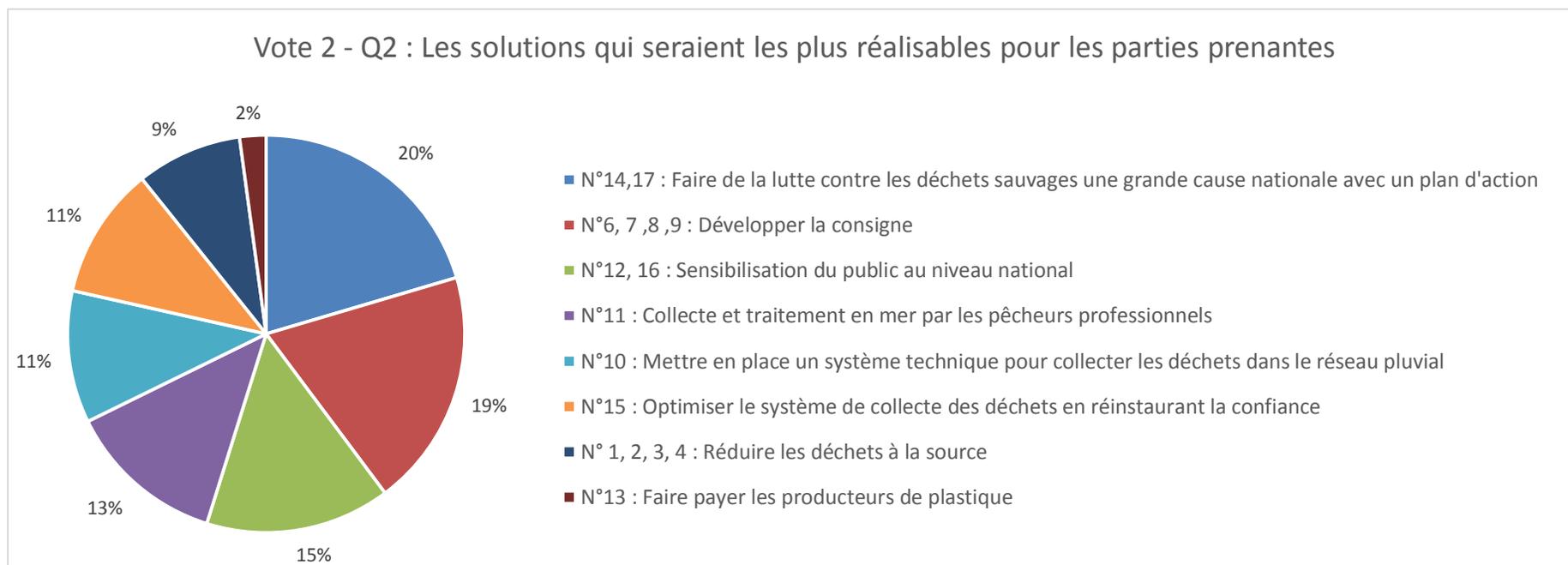


**Fig. 5 – Vote 2, Q1 : Résultats du vote pour la solution serait la plus efficace si les solutions sont regroupées en thématiques**

En regroupant les votes aux questions faisant partie du même axe, la figure 5 montre que la solution la plus efficace serait de faire de la lutte contre les déchets marins une grande cause nationale avec un plan d'actions comprenant un système législatif incitatif et coercitif.

Redonner de la valeur aux objets en instaurant la consigne est considérée comme efficace pour réduire les rejets sauvages pour 20 % des votants. En effet, le consommateur ayant un intérêt économique à ramener ses objets le ferait plus volontiers. Les différentes propositions de consignes ont été regroupées.

La sensibilisation au niveau national vient ensuite comme la solution efficace pour 15 % des votants.



**Fig. 6 – Vote 2, Q2 : Résultats du vote pour la solution serait la plus réalisable si les solutions sont regroupées en thématiques**

Lorsque l'on pose la question des solutions qui seraient réalisables dans le contexte actuel. Ce sont quasiment les mêmes proportions qui ressortent.

Il a été établi par les différentes études sur les sources et origines des déchets en mer que 80 % des déchets « sauvages » étaient issus du bassin versant. Il s'agit donc de se donner les moyens d'agir sur ces bassins bien connus des gestionnaires. Il semblerait donc qu'avec une volonté politique forte, une politique publique efficace et réalisable serait possible à mettre en œuvre en optimisant le système déjà en place et en intégrant cette problématique dans les politiques sectorielles relatives à l'eau et aux déchets au niveau national et local dans les villes et les milieux aquatiques.

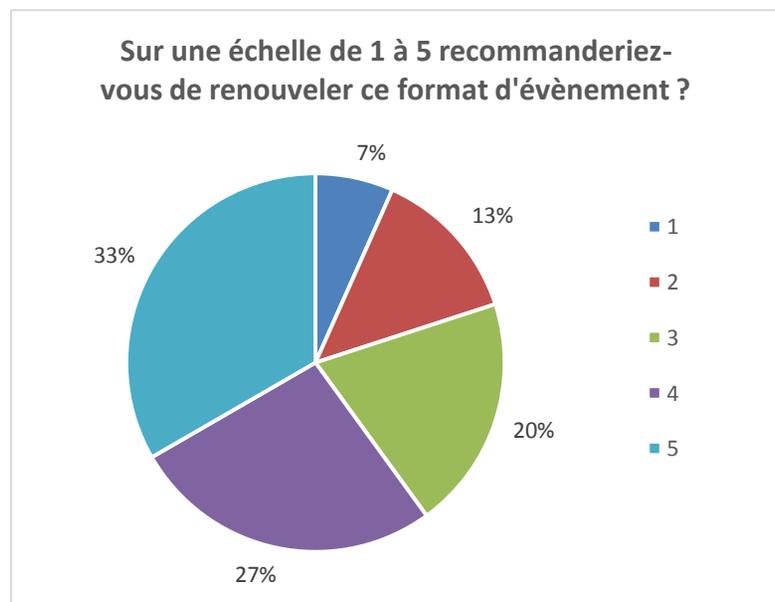
### 3. Conclusions et perspectives

Le forum s'est terminé par une intervention de chaque expert sur l'un des enjeux aux déchets marins puis par un moment de questions-réponses avec les participants.

Enfin, le forum s'est terminé par le questionnaire de perception finale qui a été rempli par les participants. Les réponses à ce questionnaire, commun aux 12 pays organisateurs du forum, seront ensuite analysées par l'un des partenaires du programme MARLISCO.

L'association MerTerre a proposé un questionnaire à la fin du forum afin de connaître :

Sur une échelle de 1 à 5 si les participants recommandent de renouveler ce format d'évènement.



Ce format semble avoir beaucoup plu aux participants.

Il a permis à chacun de s'exprimer et le débat était très intéressant, cependant, des aspects sont à améliorer. Notamment, il s'agirait de construire ensemble les grands axes dans lesquels s'inscrivent les différentes réponses et de réduire ainsi le nombre de solutions à voter.

Un temps plus long serait donc nécessaire pour permettre cette co-construction avec une perspective d'enrichissements mutuels entre parties-prenantes.

Si un tel évènement était à organiser, il pourrait s'articuler sur une journée voire 2 avec des expositions, ou- des stands des solutions proposées par des acteurs de terrains.

**Fig. 7 : vote des participants sur leur appréciation du format proposé**

91 % des participants seraient partants pour participer à un groupe de travail pour réduire les apports de déchets en mer. Cette réponse est encourageante et nous espérons qu'elle sera entendue par les décideurs qui envisageraient de mettre en œuvre une politique locale de réduction des déchets en mer.

Les débats ont été animés et très enrichissants. Certes, la question des déchets qui aboutissent en mer est complexe car elle fait entrer un grand nombre d'acteurs à différentes échelles temporelles et spatiales. Des déchets difficilement dégradables s'accumulent en mer depuis l'aube de l'humanité et avec l'évolution technologique et démographique, ces déchets ont « colonisés » toutes les zones marines de la planète et ils ne cessent de s'y accumuler. La dégradation des plastiques en microparticules, l'usage des grains de plastique dans la cosmétique mais aussi l'arrachage de fibres synthétiques dans les cycles de lavage des machines à laver le linge accroissent le nombre de ces microparticules.

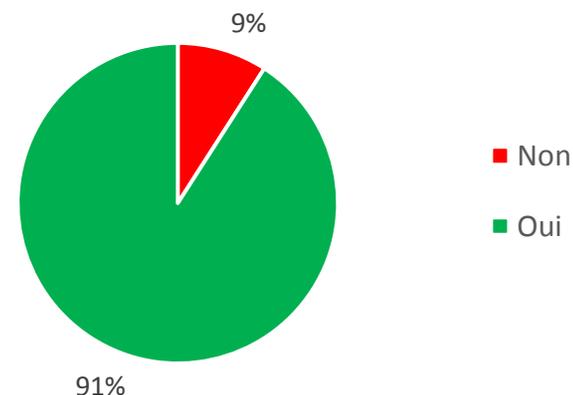
Des déchets s'échouent sur des rivages qui ne les ont pas produits. Les communes littorales doivent supporter le coût de cette pollution qui est le fruit d'une évolution socio-économique généralisée. C'est l'ensemble de la société qui doit s'adapter à ce nouveau défi environnemental.



**Photo 5.** Débat animé entre les participants.

Le consommateur est inconscient de

### Souhaitent participer à un groupe de travail local sur les déchets qui aboutissent en mer



**Fig. 8 :** Pourcentage des personnes souhaitant participer à un groupe de travail

Les différentes parties-prenantes présentes, collectivités, entreprises de la plasturgie, associations, éducateurs, médias, transport maritime, pêcheurs, etc. sont toutes impliquées et conscientes de devoir agir sur cette question chacune dans son domaine, cependant, de nombreux efforts restent à faire. Notamment, la propreté des villes est un sujet sensible où les responsabilités sont renvoyées entre les agents qui nettoient, les habitants qui salissent, les organisateurs du tri sélectif, les entreprises en charge de la valorisation des déchets. Le système en place est en mutation constante mais il n'a pas encore atteint l'optimum. Il s'agit en effet de travailler sur le renforcement des actions en cours mais un effort de communication et de restauration de la confiance doit être mené.

On voit aussi les responsabilités être renvoyées entre plasturgistes, distributeurs et consommateurs. Le discours communément établi par les producteurs et distributeurs est de désigner le consommateur final comme responsable de ce qu'il a acheté et de la façon dont il va le jeter. Malgré tout, le producteur, devant la gravité de la pollution qui est générée, ne peut pas totalement reporter toute la responsabilité sur l'unique consommateur. Finalement, le producteur met des produits non biodégradables sur le

la « bombe à retardement environnementale » qu'il détient. Les objets de notre quotidien ont acquis au fil du temps le caractère inoffensif de nos objets familiers et intimes.

La sensibilisation est apparue comme la première phase du plan d'action qui s'est dessiné ce jour. Cette sensibilisation doit aussi comporter un volet qui traite de la valeur économique contenue dans ces objets. Cet aspect est ressorti comme essentiel au processus de réduction de la pollution des mers et des océans par les déchets « abandonnés ».

Nous espérons que ce forum dans sa forme et son contenu aura permis aux personnes participantes d'exprimer leur point de vue, mieux comprendre la complexité du système de production de cette pollution mais aussi la simplicité et la diversité des actions qu'il faudrait mettre en œuvre.

Ces résultats sont transmis aux instances publiques locales et nationales concernées ainsi qu'à la Commission Européenne.

L'avenir nous dira si localement et plus globalement nous réussirons à relever le défi qui se présente aujourd'hui à la société.

Merci à tous d'avoir participé à ce moment de rencontre et souhaitons que nous nous rassemblerons à nouveau pour concrétiser les axes de solutions qui ont émergés ici.



## MerTerre

21 rue Montgrand 13006 Marseille

[www.mer-terre.org](http://www.mer-terre.org)

[association@mer-terre.org](mailto:association@mer-terre.org)

06 64 52 01 57